

Le rapatriement de la constitution et le bilinguisme

Gilles Bibeau

Number 41, February 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/57119ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (print)

1923-5119 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Bibeau, G. (1981). Le rapatriement de la constitution et le bilinguisme. *Québec français*, (41), 22–23.

Le rapatriement de la constitution et le bilinguisme

par gilles bibeau

Le projet de rapatriement de la constitution contient une espèce de consécration du bilinguisme sur lequel il semble encore nécessaire de rappeler quelques principes généraux qui gouvernent habituellement la réflexion des linguistes, mais qui paraissent absents de celle des politiciens fédéraux francophones et de plusieurs politiciens québécois. Dans la bouche de ces politiciens (et cette bouche rejoint l'oreille de plusieurs citoyens) le bilinguisme est un bien en soi, une richesse, un objectif noble, un fleuron dont doivent s'enorgueillir ceux qui le possèdent. Cela est peut-être vrai pour les individus, mais un raisonnement simple, indépendant des flagorneries politiques et des intérêts mesquins conduit facilement à la conclusion que le bilinguisme institutionnalisé est un piège socio-culturel.

La tour de Babel se construit dans notre pays depuis plus de cent ans. Comme celle de l'Ancien Testament et comme toutes celles de l'histoire, elle promet ruines et confusions. L'histoire est un perpétuel recommencement; la civilisation est lente à progresser et les faits historiques sont aussi cruels que les hommes. Le bilinguisme national n'a jamais été le résultat de la collaboration humaine, ni le moyen dont se servent les hommes pour mieux se comprendre et mieux s'aimer.

Une nation bilingue est celle qui possède des structures administratives, culturelles et sociales caractérisées par l'usage de deux langues égales et traitées comme telles par les membres de la société.

Cette définition théorique ne s'est jamais trouvée réalisée dans aucune société. Jamais aucun peuple n'a pu ni voulu y atteindre. Du point de vue sociologique, le bilinguisme n'a jamais été autre chose qu'un compromis que les hommes acceptent de faire à l'histoire d'un peuple en attendant son assimilation ou sa séparation. Le bilinguisme est un état transitoire, un passage d'un unilinguisme à un autre.

La raison en est bien simple: jamais nation ne s'est placée dans une telle situation à moins d'y avoir été contrainte par une force capable de la dominer et de lui imposer, à plus ou moins brève échéance, son unilinguisme.

Il arrive souvent, comme c'est le cas du Canada, que la nation dominée résiste longtemps, qu'elle garde pendant quelques siècles les traits fondamentaux de son tempérament, qu'elle accepte inconsciemment la misère sous toutes ses formes plutôt que de se livrer entièrement à l'envahisseur. L'assimilation se fait alors de façon indirecte. Ce sont les conditions de vie, le régime politique et économique qui sont affectés les premiers. Puis, lentement, la mentalité, la conception de la vie, la pensée. Les pressions s'exercent de façon inégale sur les couches de la société et il n'est pas rare que des îlots conservateurs y échappent temporairement à cause de l'isolement dans lequel ils se sont eux-mêmes confinés. La langue suit de près cette évolution: elle adopte les vocables nouveaux de l'administration politique et économique, elle émonde les mots et les expressions qui font double emploi, elle calque les réactions, la mentalité, la pensée, puis elle finit par ressembler

tellement à la langue la plus puissante qu'elle se confond bientôt avec elle.

Dans son évolution, la langue est «guidée» par la nécessité de communiquer pour survivre et par le souci légitime des usagers de ne pas multiplier ses formes. Le bilinguisme est contraire à l'économie linguistique et contraire à l'économie tout court.

De façon immédiate, il est possible que le niveau culturel élevé d'une nation soumise, le prestige intellectuel dont elle a joui auprès des autres dans le passé, son expérience de l'administration et son homogénéité soient des facteurs de ralentissement de l'évolution linguistique, mais qu'elle le veuille ou non, si cette nation ne recouvre la maîtrise de son destin, elle ne pourra pas résister à l'assimilation linguistique et culturelle.

La situation du Canada français, lors de la conquête anglaise, n'était en aucun point comparable à ce que nous venons de décrire. Étaient venus peupler le Canada des paysans, des militaires infortunés, des ouvriers non satisfaits ou expulsés, des aventuriers en mal de richesse, des missionnaires, quelques administrateurs souvent plus arrogants qu'efficaces, bref, à quelques exceptions près, des gens peu intéressants pour les conquérants. Aussi, ceux-ci les ont-ils abandonnés à leurs terres, à leur misère, à leur foi, à leur langue. C'est à la pauvreté des vaincus, à la sueur de leur front et à leur isolement que nous devons attribuer la conservation du français en terre d'Amérique et... le complexe d'infériorité dont nous «jouissons» maintenant.



Le mirage d'un bilinguisme réversible.

Envers et contre tous, l'industrialisation a fait son chemin et l'heure de l'isolement est passée. L'échéance est arrivée: le compromis politique du bilinguisme cherche à trouver une place officielle dans la constitution. Chacun des deux peuples en présence tente de trouver une solution aux problèmes nombreux de sa cohabitation. Ces tentatives de créer des compromis et d'entretenir des espoirs d'alliance culturelle entre les deux Canadas (il est amusant de voir à

nouveau «Canadas» écrit avec un «s») ne feront qu'accélérer le mouvement d'assimilation ou de séparation.

La définition que j'ai donnée du bilinguisme, je devrais dire celle que j'ai reprise après plusieurs autres, ne se trahit pas. Du moins pas encore. Le Canada n'est pas plus bilingue qu'il ne l'était en 1969, soit au moment de l'adoption de la loi sur les langues officielles au parlement d'Ottawa. Ce qui se dégage de plus en plus cependant, c'est que le Québec, lui, et les franco-

phones d'Ottawa et du reste du Canada doivent être bilingues: ils sont les seuls à en avoir besoin. la politique du bilinguisme est évidemment concoctée à leur intention, et, comme il se doit, par des francophones.

Il existe, bien sûr, beaucoup de personnes bilingues au Canada, mais cette caractéristique n'est pas inhérente à leur qualité de citoyens. Par ailleurs, le bilinguisme national tel qu'on le prône ne peut se réaliser vraiment que dans l'égalité de deux peuples, ce qui le rend inutile. La politique du bilinguisme, bien qu'elle corresponde à des ambitions et qu'elle corresponde à des ambitions concrètes et peut-être politiquement légitimes, se trouve posée dans l'abstrait, et contient un paradoxe que ne tolèrent ni la nature ni l'orientation des sociétés contemporaines.

En admettant que deux peuples différents décident, défilant les leçons de l'histoire et la psychologie sociale des nations libres, de s'allier politiquement dans le but d'élargir leur influence et leur commerce, le bilinguisme rendrait l'appareil administratif et l'appareil éducatif si lourds et si encombrants que les avantages prévus seraient ensevelis sous une multitude d'inconvénients matériels. Même dans le cas d'une réussite de l'alliance économique, l'histoire et le bon sens nous préviennent qu'il y aura toujours une langue privilégiée à certains égards, et l'égalité se trouvera rompue.

Le bilinguisme national tel que souhaité par nos représentants fédéraux, c'est-à-dire s'appliquant aux anglophones comme aux francophones, ne me semble ni possible, ni souhaitable. C'est un trompe-l'œil qui vise les francophones et qui ne correspond qu'à la phase de transition exigée par un peuple qui ne peut faire autrement.

Pour ma part, je ne comprends pas qu'on puisse en même temps être favorable à la généralisation et à l'institutionnalisation du bilinguisme et être favorable au maintien de la culture française au Canada: ces deux positions sont parfaitement contradictoires. Bien plus, dans le cas du Québec, le bilinguisme institutionnalisé représente une régression socio-linguistique ou un pas en arrière par rapport au développement socio-politique de la dernière décennie. En effet, il me semble que nous sommes sortis depuis quelque temps de cette problématique et que nous nous intéressons maintenant à l'affirmation de la langue et de la culture françaises de plus en plus indépendamment de la langue et de la culture anglaises. ■